Éditorial du BGV n°250 – 5 octobre 2026

Bureau national de l'APMEP

Nous méritons collectivement d'être entendus

Depuis une semaine, des milliers de lycéennes et de lycéens se mobilisent dans leurs établissements. Le remplacement des professeurs absents, des classes moins chargées, des locaux dignes, assez de personnel qualifié pour les élèves en difficulté et davantage d'égalité entre les établissements et les territoires, leurs demandes sont celles que nous portons depuis longtemps. La jeunesse des messagers ou les débordements de certains ne devraient pas constituer une excuse pour décrédibiliser leur message d'autant que l'excuse de minorité est vite oubliée quand il s'agit de maintenir l'ordre.

Les problèmes exprimés par nos élèves et par nos étudiants aujourd'hui, nous les dénonçons nous aussi parce que comme eux nous constatons des conditions qui se dégradent, un sous-financement chronique et des réponses décousues, toujours dans l'urgence et déconnectées des besoins réels de notre système scolaire.

Si notre ministère n'accorde pas sa confiance à ses personnels et ses élèves pour évaluer l'état de notre système, il communique beaucoup sur les enquêtes internationales comme l'enquête PISA cette année. S'en suivent alors des réactions outrées : sidération, polémiques, nouvelles annonces. Mais quelles sont les réponses que le ministère apporte ?

On peut dénoncer la capacité de concentration des élèves qui se réduit, l'attention plus facilement perdue, le manque de sommeil, les réseaux sociaux ou le recours à l'intelligence artificielle. En effet, il est vrai que lors de la passation des tests PISA, beaucoup d'élèves ont eu des difficultés à rester concentrés, à gérer leur frustration ou leur peur de l'erreur face à certains énoncés et adoptent donc des stratégies d'évitement, passant d'une question à l'autre. Faudrait-il alors préparer les élèves spécifiquement à ces épreuves ? Ce n'est pas notre mission. Nous formons les élèves pour qu'ils deviennent à la fois des citoyennes et des citoyens éclairés et des professionnels outillés ou des expertes et des experts de leur discipline. Des futurs adultes ayant des capacités de raisonnement, d'abstraction, d'esprit critique et de résolution de problème pour leur permettre d'évoluer tout au long de leur vie.

Les résultats PISA montrent toujours le poids élevé de l'origine sociale sur les résultats mais l'inquiétude se portent aussi désormais sur les élèves qui étaient les plus performants et dont les résultats décrochent.

Alors les chantiers sont nombreux.

D'un côté, les conditions d'accueil. L'effectif des classes doit être limité, cela est possible avec la baisse démographique et cela permettrait de conserver une ambition pour tous les élèves, les plus fragiles comme les plus performants. Des bâtiments sont à rénover pour accueillir dignement nos élèves, en tenant compte des contraintes climatiques qui vont peser de plus en plus.

De l'autre, les contenus et l'organisation scolaire. Nous avons besoin de temps pour encourager la curiosité et la persévérance, pour que les élèves trouvent du sens, aient le temps de chercher. Nous avons besoin de stabilité, pas d'épreuves ou de dispositifs qui sont modifiés d'année en année. Nous avons besoin de temps de formation. Nous avons aussi besoin de professeurs et, pour cela, que l'attractivité du métier soit pensée.

Nos commissions de la maternelle à l'université portent ces réflexions, formulent des propositions et les promeuvent auprès de nos instances. Notre texte Propositions et revendications les résume. Les journées nationales à Strasbourg du 17 au 20 octobre 2026 seront une nouvelle occasion d'en débattre.

Car nos demandes recoupent celles répétées des lycées et du supérieur.

Nous méritons collectivement d'être entendus, l'éducation n'est pas une charge pour l'état, c'est un investissement pour l'avenir de notre nation.